

Essor des partis d'extrême droite en Europe et immigration : un lien positif mais pas mécanique

Au-delà de facteurs tels que la désindustrialisation, le commerce international ou le désenchantement démocratique, une série d'études récentes montre que l'immigration a contribué à la montée des partis d'extrême droite en Europe. Mais, à y regarder de plus près, il apparaît qu'en France l'effet de l'immigration sur la part des suffrages exprimés en faveur du Front national (rebaptisé Rassemblement national en 2018) est très sensible à l'origine et au niveau de diplôme de la population immigrée. Cela montre que l'intégration économique et sociale de cette population est essentielle pour contenir la formation du sentiment anti-immigrés, et qu'il importe de la préserver à l'heure où les conséquences économiques de la pandémie de Covid-19 pourraient renforcer la défiance et la xénophobie.

En Europe, la progression conjointe de la population immigrée¹ et des partis d'extrême droite a suscité de nouvelles analyses consacrées aux conséquences politiques de l'immigration dans les pays d'accueil. Des études menées en Autriche, au Danemark, en Italie, en Suède, en Suisse ou au Royaume-Uni concluent qu'une hausse de la part de la population immigrée accroît le succès électoral des partis d'extrême droite. Une étude récente, menée conjointement par le CEPII et l'institut Ifo, exploitant les résultats des élections présidentielles françaises depuis 1988, montre qu'il en va de même pour la France². L'effet de l'immigration sur la part des suffrages exprimés en faveur du Front national apparaît toutefois très sensible à l'origine et au niveau de diplôme de la population immigrée : au niveau départemental, une hausse de la part des étrangers extra-européens faiblement diplômés accroît le succès des partis d'extrême droite, alors qu'une hausse de la part des étrangers extra-européens fortement diplômés le réduit³. Avant d'articuler et de présenter ces résultats, cette *Lettre* revient sur l'ascension de l'extrême droite en Europe.

■ La montée des partis d'extrême droite en Europe

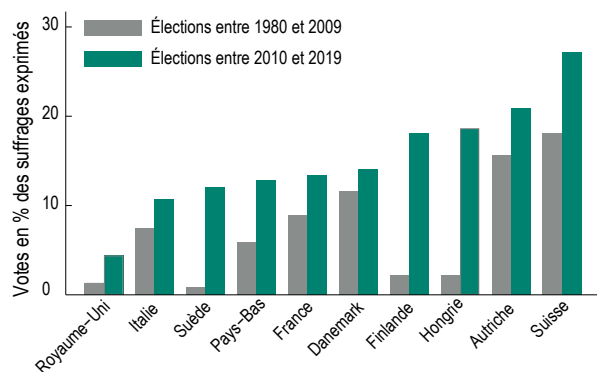
Depuis les années 1980, les résultats aux élections parlementaires des partis d'extrême droite, hostiles à l'immigration, sont en plein essor dans plusieurs pays européens (graphique 1). C'est notamment le cas des Démocrates de Suède, du Parti des Finlandais et du Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik) en Hongrie, qui connaissent une ascension fulgurante depuis leur création : alors que, avant 2010, la moyenne des taux de suffrages exprimés pour ces formations politiques était inférieure à 3 %, celle-ci se situe actuellement à 12 % en Suède et à 18-19 % en Finlande et en Hongrie. Sans le départ de son leader Nigel Farage à la veille des élections de 2017 et la récupération de son discours anti-immigrés par d'autres formations politiques, le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), fondé en 1999, aurait probablement connu la même fulgurance, vu sa percée aux élections générales de 2015 où il avait recueilli 12,6 % des suffrages exprimés, avant de retomber à 2 % des voix aux élections de 2017 et 2019.

1. Edo, A. (2019). The impact of immigration on the labor market. *Journal of Economic Surveys*, 33(3), 922-948.

2. Edo, A., Giesing, Y., Öztunc, J., & Poutvaara, P. (2019). Immigration and electoral support for the far-left and the far-right. *European Economic Review* (115), 99-143.

3. Notre étude distingue les immigrés naturalisés des immigrés non naturalisés (étrangers) pour se concentrer sur les conséquences électorales de la présence de ces derniers.

Graphique 1 – Résultats électoraux des partis d'extrême droite aux élections parlementaires



Note : les partis d'extrême droite retenus sont les suivants : le Parti de la liberté d'Autriche, le Parti populaire danois, le Parti des Finlandais, le Front national en France, le Mouvement pour une meilleure Hongrie, la Ligue du Nord en Italie, le Parti de la liberté aux Pays-Bas, les Démocrates de Suède, l'Union démocratique du centre en Suisse et le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni.

Lecture : lors des élections législatives qui se sont déroulées entre 1980 et 2009, le Front national a obtenu en moyenne 8,9 % des suffrages exprimés et 13,4 % pour celles entre 2010 et 2019.

Sources : calculs des auteurs à partir de European Election Database et des sites officiels nationaux.

Avec un doublement de la part des votes recueillis sur la période considérée, le succès électoral du Parti de la liberté aux élections législatives néerlandaises est aussi très net. Sans afficher une progression aussi spectaculaire, la Ligue du Nord en Italie, le Front national en France et l'Union démocratique du centre en Suisse ont augmenté de moitié environ leurs résultats électoraux sur la même période. Seuls le Parti populaire danois et le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ), deux formations déjà bien installées dans le paysage politique avant 2010, n'ont fait « que maintenir » leur nombre de sièges au sein des parlements nationaux : entre 10 et 50 (sur un total d'environ 180) à chaque élection.

■ Les déterminants du succès des partis d'extrême droite

En favorisant l'insécurité économique et le déclassement social d'une partie de la population, le progrès technologique, le commerce international et les crises économiques sont des facteurs essentiels pour comprendre les succès électoraux des partis d'extrême droite en Europe⁴.

Des études ont montré, notamment, que la robotisation croissante des chaînes d'assemblage et la crainte de voir son emploi automatisé

jouent un rôle décisif dans la montée de l'extrême droite en Europe. D'autres insistent sur la désindustrialisation et le déclin de l'emploi provoqués par l'exposition croissante de certaines régions aux importations en provenance de pays à bas salaires, comme la Chine. La détérioration des conditions économiques et sociales intervient aussi lors d'épisodes de graves crises économiques. Une étude de 2017 montre ainsi que la hausse du chômage qui a résulté de la crise économique de 2008 a contribué à l'essor de l'extrême droite en Europe⁵. Au-delà de leurs effets économiques, les périodes de crise érodent la confiance des citoyens à l'égard des institutions nationales et supranationales, perçues comme incapables de les juguler. Malgré sa singularité, la crise économique et sanitaire actuelle pourrait donc faire le jeu de l'extrême droite, en particulier si l'action publique qu'elle rend nécessaire est jugée incohérente, antidémocratique ou tout simplement insuffisante. Dans une telle situation, cette crise se traduirait par un rejet du politique et un soutien aux partis considérés comme les plus éloignés de la classe politique dominante.

Les politiques d'austérité ont aussi contribué à faire monter l'extrême droite en Europe. C'est par exemple le cas au Royaume-Uni où la réforme des allocations sociales, mise en œuvre au début des années 2010, a aggravé la situation des populations les plus vulnérables aux risques économiques et favorisé ainsi la progression du UKIP⁶.

À tous ces déterminants d'ordre économique s'ajoute l'immigration. L'une des premières études à le mettre en évidence estime que la hausse de la population immigrée dans la région de Hambourg en Allemagne (de 10 % de la population en 1987 à 15 % en 1998) s'est traduite dans les urnes par une augmentation de la part des votes en faveur du parti d'extrême droite Les Républicains⁷. Même résultat en Italie où l'accroissement spectaculaire de la part des immigrés dans la population (de 1,7 % en 1998 à 8 % en 2012) a significativement contribué à l'ascension des partis hostiles aux immigrés⁸.

Selon des études menées en Autriche⁹, au Royaume-Uni¹⁰ et en Europe¹¹, les effets présumés néfastes de l'immigration sur l'économie, l'emploi, les salaires ou les dépenses publiques seraient à la source du lien entre l'ascension des partis d'extrême droite et l'immigration.

La distance ethnique et culturelle entre population majoritaire et nouveaux arrivants serait aussi un facteur majeur pour comprendre la relation entre immigration et vote extrême. C'est ce que concluent deux études portant sur le Danemark¹² et la Suisse¹³ où l'accroissement de la part des immigrés originaires d'Europe de l'Est, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud participerait à la montée des formations politiques d'extrême droite.

4. Colantone, I., & Stanig, P. (2019). The surge of economic nationalism in Western Europe. *Journal of Economic Perspectives*, 33(4), 128-151. Margalit, Y. (2019). Economic insecurity and the causes of populism, reconsidered. *Journal of Economic Perspectives*, 33(4), 152-170.

5. Algan, Y., Guriev, S., Papaioannou, E., & Passari, E. (2017). The European trust crisis and the rise of populism. *Brookings Papers on Economic Activity*, (2), 309-400.

6. Fetzer, T. (2019). Did austerity cause Brexit? *American Economic Review*, 109 (11), 3849-3886.

7. Otto, A. H., & Steinhardt, M. F. (2014). Immigration and election outcomes – Evidence from city districts in Hamburg. *Regional Science and Urban Economics*, 45, 67-79.

8. Barone, G., D'Ignazio, A., de Blasio, G., & Naticcioni, P. (2016). Mr. Rossi, Mr. Hu and politics. The role of immigration in shaping natives' voting behavior. *Journal of Public Economics*, 136, 1-13.

9. Halla, M., Wagner, A. F., & Zweimüller, J. (2017). Immigration and voting for the far right. *Journal of the European Economic Association*, 15(6), 1341-1385.

10. Becker, S. O., & Fetzer, T. (2016). Does migration cause extreme voting? Center for Competitive Advantage in the Global Economy and the Economic & Social Research Council, 1-54.

11. Algan, Y., Guriev, S., Papaioannou, E., & Passari, E. (2017), *op. cit.*

12. Harmon, N. A. (2018). Immigration, ethnic diversity, and political outcomes: Evidence from Denmark. *The Scandinavian Journal of Economics*, 120(4), 1043-1074.

13. Brunner, B., & Kuhn, A. (2018). Immigration, cultural distance and natives' attitudes towards immigrants: Evidence from Swiss voting results. *Kyklos*, 71(1), 28-58.

■ Un biais à corriger

Il pourrait être reproché à certaines des études précédentes de ne pas complètement tenir compte des biais provenant de ce que les choix de résidence des immigrés ne sont pas totalement déconnectés des conditions politiques et socio-économiques locales. Une étude italienne¹⁴ estime, par exemple, que les immigrés choisissent de résider plutôt dans des communes moins enclines à voter pour l'extrême droite. Si tel est le cas, alors une simple corrélation entre la part des votes en faveur des partis d'extrême droite et la distribution des immigrés selon les régions d'un pays pourrait aboutir à une relation négative, sans que celle-ci révèle une quelconque relation de cause à effet.

Pour contourner cette difficulté méthodologique, il est possible d'exploiter la répartition aléatoire de certaines vagues de réfugiés¹⁵. Une étude de 2019¹⁶ a ainsi tiré parti de la mise en œuvre, par les autorités danoises entre 1986 et 1998, d'une politique de répartition des réfugiés entre communes selon la taille de leur population en début de période. Puisque cette répartition est indépendante des conditions politiques et socio-économiques locales, elle peut être exploitée pour déterminer l'effet causal de l'afflux de réfugiés sur les comportements électoraux au sein des municipalités danoises. Les résultats obtenus confirment qu'une hausse de la part des réfugiés accroît le taux de suffrages exprimés en faveur des partis de droite et d'extrême droite aux dépens des autres. Deux autres études similaires révèlent aussi que la hausse significative du nombre de demandeurs d'asile et de réfugiés a contribué au succès électoral de partis anti-immigrés grecs¹⁷ et suédois¹⁸ dans les années 2010.

Aux antipodes de ces résultats, une étude de 2020¹⁹ montre qu'en Autriche, lors des élections régionales organisées entre 2009 et 2015, les municipalités où l'accroissement de la part des réfugiés a été la plus forte sont aussi celles où le pourcentage de votes en faveur du FPÖ a le moins augmenté. L'interprétation de ce résultat mobilise la thèse avancée par le psychologue américain Gordon Allport en 1954²⁰, selon laquelle les interactions sociales entre la population majoritaire et le groupe ethnique minoritaire (ici, les réfugiés) ont vocation à atténuer les préjugés (négatifs), à favoriser de bonnes relations intergroupes et donc à freiner le succès des partis d'extrême droite. Bien qu'en marge de la littérature existante ce résultat a le mérite de montrer qu'un tel mécanisme peut exister.

■ Les effets de l'immigration sur les comportements électoraux en France

Les succès électoraux du Front national aux élections présidentielle et législatives de 2017 invitent aussi à se demander si la progression de l'extrême droite en France est liée à celle de l'immigration. Le graphique 2 illustre ce lien : un accroissement de la part des étrangers²¹ au niveau d'un département est positivement corrélé à une hausse du taux des suffrages exprimés pour l'extrême droite²². Cette corrélation n'est pas un artefact statistique : non seulement l'immigration a un effet sur les résultats électoraux de l'extrême droite, mais celui-ci est encore plus important une fois éliminé le biais méthodologique énoncé plus haut.

Toutefois, la décomposition de la population étrangère par origine et par niveau de diplôme montre que cet effet provient exclusivement des étrangers faiblement diplômés : la progression des suffrages en faveur de l'extrême droite n'est causée que par celle de la part des étrangers faiblement diplômés. En outre, parmi eux, c'est surtout la progression de la part des étrangers extra-européens qui poussent les électeurs à voter pour les partis d'extrême droite.

En revanche, une hausse de la part des étrangers extra-européens diplômés réduit la part des votes en faveur de l'extrême droite. Le graphique 3 illustre ce résultat : la variation du taux de suffrages exprimés au second tour des élections présidentielles en faveur du Front national entre 2002 et 2017 et celle de la part des étrangers extra-européens ayant un niveau de diplôme au moins équivalent au baccalauréat est négative.

Il n'y aurait donc finalement pas de lien mécanique entre la progression de la présence immigrée et celle des partis d'extrême droite. Les déterminants du vote français pour les partis d'extrême droite apparaissent plutôt fondés sur l'interaction entre l'origine et le niveau de diplôme des immigrés. Ces conclusions sont renforcées par une étude en cours²³ analysant la montée des partis d'extrême droite dans douze pays d'Europe de l'Ouest lors d'élections législatives et présidentielles organisées entre 2007 et 2016. Celle-ci confirme qu'un accroissement de la part des immigrés extra-européens hautement qualifiés (ayant effectué des études supérieures) tend à enrayer la progression des partis d'extrême droite alors qu'une hausse de la part des immigrés extra-européens peu qualifiés tend à l'alimenter.

Trois explications peuvent être avancées pour comprendre cet effet asymétrique. Tout d'abord, l'immigration de personnes diplômées,

14. Bracco, E., De Paola, M., Green, C. P., & Scoppa, V. (2018). The effect of far right parties on the location choice of immigrants: Evidence from Lega Nord Mayors. *Journal of Public Economics*, 166, 12-26.

15. Il faut toutefois noter que les conséquences politiques induites par les réfugiés et les autres immigrés pourraient être singulières et peu transposables, puisque la propension des premiers à s'insérer sur le marché du travail est plus faible (du fait d'un niveau de diplôme et de compétences linguistiques moins favorables) ou parce que leur extrême vulnérabilité pourrait susciter plus de compassion de la part des électeurs.

16. Dustmann, C., Vasiljeva, K., & Pii Damm, A. (2019). Refugee migration and electoral outcomes. *The Review of Economic Studies*, 86(5), 2035-2091.

17. Dinas, E., Matakos, K., Xefteris, D., & Hangartner, D. (2019). Waking up the golden dawn: does exposure to the refugee crisis increase support for extreme-right parties?. *Political Analysis*, 27(2), 244-254.

18. Mehic, A. (2019). Immigration and Right-Wing Populism: Evidence from a Natural Experiment. *Working Paper n° 5*.

19. Steinmayr, A. (2020). Contact versus exposure: Refugee presence and voting for the far-right. *Review of Economics and Statistics*. À paraître.

20. Allport, G. W. (1954). *The nature of prejudice*. Addison-Wesley.

21. Donc pas les immigrés naturalisés.

22. Les partis considérés à l'extrême droite de l'échiquier politique français sont le Front national (rebaptisé Rassemblement national en 2018), le Mouvement pour la France, le Mouvement national républicain et Debout la République.

23. Moriconi, S., Peri, G., & Turati, R. (2018). Skill of the immigrants and vote of the natives: Immigration and nationalism in European elections 2007-2016. *NBER Working Paper n° 25077*.

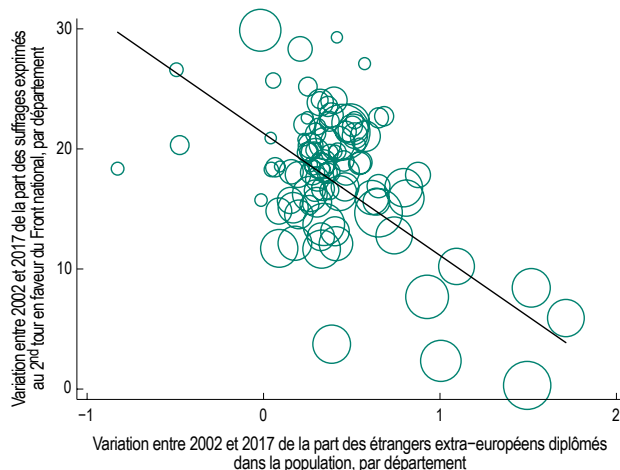
Graphique 2 – Le vote en faveur de l'extrême droite aux élections présidentielles augmente avec la part des étrangers dans les départements français



Note : la taille des cercles est proportionnelle au nombre d'habitants dans le département.

Sources : calculs des auteurs à partir des résultats électoraux fournis par le centre de données socio-politiques et le site data.gouv.fr et des données de population de l'INSEE.

Graphique 3 – Le vote en faveur du Front national aux élections présidentielles diminue avec la part des étrangers extra-européens diplômés dans les départements français



dont l'intégration économique est plus forte, n'est pas considérée comme favorisant les dépenses sociales ou la criminalité, deux sujets de préoccupations majeures des Européens²⁴. Ensuite, l'immigration qualifiée peut bénéficier à l'économie locale, à travers ses effets positifs sur l'innovation, la productivité et la croissance économique²⁵. Enfin, elle peut améliorer les relations intergroupes et donner de ce fait une image plus positive des migrations.

Ces explications suggèrent que les pouvoirs publics gagneraient à (re)penser les politiques d'intégration en favorisant l'insertion économique et sociale des immigrés. La mise en place de cours de langue approfondis, d'aides plus efficaces à la recherche d'emploi, ou encore la lutte contre les discriminations et la levée des obstacles juridiques à l'entrée sur le marché du travail pourraient y contribuer²⁶. Toutefois, la dépression économique provoquée par la pandémie

de Covid-19 pourrait, au même titre que celle de 2008²⁷, réduire la participation des immigrés au marché du travail et ainsi entraver le processus d'intégration. En outre, le déclassement d'une partie de la population pourrait conduire à des réactions xénophobes et au rejet des immigrés, comme ce fut le cas lors des précédentes crises économiques²⁸. La priorité des prochains mois sera donc la mise en œuvre de politiques publiques efficaces non seulement pour endiguer la crise économique et sanitaire actuelle, mais également pour maintenir la cohésion nationale, notamment en évitant qu'elle ne dégrade l'intégration économique et sociale des immigrés.

Anthony Edo & Yvonne Giesing
anthony.edo@cepii.fr

24. Comme nous l'avons mis en exergue dans Bensidoun, I., & Edo, A. (2019). Les Européens sont-ils préoccupés par l'immigration ? *Blog du CEPII*.

25. Hunt, J., & Gauthier-Loiselle, M. (2010). How much does immigration boost innovation?. *American Economic Journal: Macroeconomics*, 2 (2), 31-56. Peri, G. (2012). The effect of immigration on productivity: Evidence from U.S. States. *The Review of Economics and Statistics*, (94:1), 348-358.

26. Battisti, M., Giesing, Y., & Laurentsyeva, N. (2019). Can job search assistance improve the labour market integration for refugees?. *Evidence from a field experiment. Labour Economics*, 61, 101745.

27. Chojnicki, X., Edo, A., & Ragot, L. (2016.). Intra-European labor migration in crisis times. *CEPII Policy Brief*, n° 13.

28. Edo, A., & Umana Dajud, C. (2020). Crises économiques, immigrés et marché du travail : apprendre des erreurs du passé pour ne pas les reproduire. *Blog du CEPII*.

* Anthony Edo est économiste au CEPII. Yvonne Giesing est économiste à l'Ifo Institute et chercheuse affiliée à l'Université de Munich.

La Lettre du

CEPII

© CEPII, PARIS, 2020

RÉDACTION :
Centre d'études prospectives
et d'informations internationales
20, avenue de Ségur
TSA 10726
75334 Paris Cedex 07

Tél. : 01 53 68 55 00
www.cepii.fr – @CEPII_Paris

RÉDACTRICES EN CHEF :
Isabelle Bensidoun
Jézabel Couppey-Soubeyran

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Sébastien Jean

RESPONSABLE DES PUBLICATIONS :
Isabelle Bensidoun

RÉALISATION :
Laure Boivin

La Lettre du CEPII
est disponible en version électronique
à l'adresse :
<http://www.cepii.fr/LaLettreDuCEPII>

Pour être informé de chaque nouvelle parution,
s'inscrire à l'adresse :
<http://www.cepii.fr/Resterinforme>

ISSN 0243-1947 (imprimé)
ISSN 2493-3813 (en ligne)
CCP n° 1462 AD

Mai 2020
Imprimé en France par le CGSP
Service Reprographie

Cette Lettre est publiée sous la
responsabilité de la direction du CEPII.
Les opinions qui y sont exprimées sont
celles des auteurs.

RECHERCHE ET EXPERTISE
SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

